
LA BANQUE LAURENTIENNE DÉCLARE DE SOLIDES RÉSULTATS POUR LE PREMIER TRIMESTRE

Faits saillants du premier trimestre 2013

- Résultat net de 34,1 millions \$, rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 10,3 % et résultat dilué par action de 1,12 \$
- Pertes sur prêts demeurent basses à 8,0 millions \$, signe de l'excellente qualité du crédit
- Bonne amélioration de l'efficacité opérationnelle
- Lancement réussi du régime de réinvestissement de dividendes de la Banque
- Compte non tenu des éléments d'ajustement :
 - Résultat net ajusté de 40,4 millions \$, en hausse de 23 % d'un exercice à l'autre
 - Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté de 12,2 %
 - Résultat dilué par action ajusté de 1,34 \$, une augmentation de 0,10 \$ par rapport à 1,24 \$ il y a un an

Montréal, le 6 mars 2013 – La Banque Laurentienne du Canada a déclaré un résultat net de 34,1 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,12 \$, pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2013, comparativement à un résultat net de 31,0 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,16 \$, pour le premier trimestre 2012. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 10,3 % pour le premier trimestre 2013, par rapport à 11,5 % pour la période correspondante de 2012. Compte non tenu des éléments d'ajustement¹, le résultat net a augmenté de 23 %, pour atteindre 40,4 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,34 \$, pour le premier trimestre 2013, comparativement à 32,9 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,24 \$, pour la période correspondante de 2012, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté s'est établi à 12,2 %.

Dans ses commentaires sur les résultats financiers de la Banque pour le premier trimestre 2013, Réjean Robitaille, président et chef de la direction, a indiqué : « Nous avons continué d'enregistrer une solide croissance du résultat et avons généré un levier d'exploitation positif au cours du trimestre. L'acquisition des sociétés MRS et celle de la Fiducie AGF réalisées à l'exercice précédent ont contribué au maintien de la croissance solide des revenus au cours des douze derniers mois, tandis que l'excellente qualité du crédit du portefeuille de prêts de la Banque et le redressement des marchés financiers ont également favorisé notre bonne performance. En raison du contexte persistant de faibles taux d'intérêt et du ralentissement de la demande de prêts, nous continuons de mettre en œuvre nos stratégies visant à accroître la valeur pour les actionnaires, en maximisant les synergies, en augmentant la croissance des autres revenus, en focalisant sur les produits à marge élevée et en contrôlant rigoureusement les dépenses à l'échelle de la Banque. »

M. Robitaille a ajouté : « L'intégration des sociétés MRS étant presque achevée, nous nous concentrons désormais sur l'intégration des activités de la Fiducie AGF dans le but d'optimiser les avantages pour nos clients et de réaliser pleinement les synergies attendues de ces deux transactions. »

¹ Certaines analyses présentées dans le présent document reposent sur les activités de base de la Banque et ne tiennent donc pas compte de l'effet de certains montants désignés comme étant des éléments d'ajustement. Voir les rubriques sur les éléments d'ajustement et les mesures financières non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Dans ce document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, la Banque Laurentienne du Canada peut, à l'occasion, formuler des énoncés prospectifs, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prévisionnels incluent, sans s'y limiter, des énoncés relatifs au plan d'affaires et aux objectifs financiers de la Banque. Les énoncés prospectifs formulés dans ce rapport de gestion sont destinés à aider les actionnaires et les analystes financiers à mieux comprendre la situation financière de la Banque et les résultats de ses activités à la date indiquée et pour les périodes closes à cette date, et pourraient ne pas être adéquats à d'autres fins. Les énoncés prospectifs sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « pourrait », « devrait », « ferait », ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou une terminologie similaire.

De par leur nature, ces énoncés prospectifs reposent sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prospectifs ne se matérialisent pas ou soient inexacts. Quoique la Banque soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut garantir que ces attentes s'avéreront exactes.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prospectifs pour prendre des décisions, étant donné qu'en raison de divers facteurs significatifs, les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés des capitaux, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et la conjoncture économique en général, l'évolution des lois et de la réglementation, la concurrence, les notes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'environnement technologique. Enfin, la Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Banque diffèrent des attentes exprimées, les personnes intéressées sont priées de consulter la rubrique « Cadre de gestion intégrée des risques » du rapport annuel de la Banque et les autres documents publics déposés par la Banque et disponibles sur le site www.sedar.com.

En ce qui a trait aux avantages attendus de l'acquisition des sociétés MRS¹ et de celle de la Compagnie de Fiducie AGF (Fiducie AGF) et aux déclarations de la Banque à l'égard de l'augmentation du résultat par suite de ces transactions, ces facteurs comprennent, sans s'y limiter, la possibilité que les synergies ne se concrétisent pas dans les délais prévus; le risque de ne pouvoir intégrer rapidement et efficacement les activités; le risque lié à la réputation et la réaction des clients de B2B Banque ou de ceux des sociétés MRS et de la Fiducie AGF face aux transactions; et le fait que la direction doive consacrer beaucoup de temps aux questions relatives aux acquisitions.

La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, écrits ou oraux, formulés par elle ou en son nom, sauf dans la mesure où la réglementation des valeurs mobilières l'exige.

¹ Les sociétés MRS comprennent les sociétés renommées B2B Banque Services financiers inc., B2B Banque Services de valeurs mobilières inc. et B2B Banque Services aux intermédiaires inc. (B2B Banque Services de courtiers), ainsi que la Compagnie de Fiducie M.R.S., qui a été fusionnée avec B2B Trust (désormais B2B Banque) en date du 16 avril 2012.

Faits saillants

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		VARIATION
	31 JANVIER 2013	31 JANVIER 2012	
Rentabilité			
Revenu total	213 914 \$	193 744 \$	10 %
Résultat net	34 090 \$	30 962 \$	10 %
Résultat dilué par action	1,12 \$	1,16 \$	(3) %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ^[1]	10,3 %	11,5 %	
Marge nette d'intérêt ^[1]	1,63 %	1,75 %	
Ratio d'efficacité ^[1]	75,4 %	73,8 %	
Résultats et mesures ajustées			
Résultat net ajusté ^[1]	40 418 \$	32 919 \$	23 %
Résultat dilué par action ajusté ^[1]	1,34 \$	1,24 \$	8 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ^[1]	12,2 %	12,4 %	
Ratio d'efficacité ajusté ^[1]	71,9 %	72,4 %	
Par action ordinaire			
Cours de l'action			
Haut	45,97 \$	48,68 \$	
Bas	42,90 \$	41,12 \$	
Clôture	44,10 \$	46,20 \$	(5) %
Ratio cours / résultat (quatre derniers trimestres)	9,0 x	10,5 x	
Valeur comptable ^[1]	43,43 \$	40,30 \$	8 %
Ratio cours / valeur comptable	102 %	115 %	
Dividendes déclarés	0,49 \$	0,45 \$	9 %
Rendement de l'action ^[1]	4,44 %	3,90 %	
Ratio du dividende versé ^[1]	43,7 %	38,7 %	
Situation financière			
Actif au bilan	34 248 690 \$	29 921 236 \$	14 %
Prêts et acceptations	26 846 658 \$	22 823 985 \$	18 %
Dépôts	23 767 493 \$	20 701 287 \$	15 %
Ratio de fonds propres réglementaires selon Bâle III ^[2]			
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires - base «tout compris»	7,5 %	s. o.	
Autres renseignements			
Nombre d'employés en équivalent temps plein	4 259	3 976	
Nombre de succursales	155	158	
Nombre de guichets automatiques	424	429	

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] Au sens de la ligne directrice Normes de fonds propres 2013 du BSIF.

Revue des faits saillants

Au-delà des implications stratégiques que comportent les acquisitions récentes des sociétés MRS et de la Fiducie AGF, chacun des secteurs d'activité de la Banque s'emploie à exécuter son plan d'affaires visant à générer la croissance interne.

Dans le secteur des services aux particuliers, l'entente conclue avec la Corporation Financière Mackenzie, un chef de file dans la gestion de fonds communs au Canada, qui est d'ailleurs devenue exclusive depuis janvier 2013, offre beaucoup de potentiel. Les clients y gagnent et se voient offrir une sélection de fonds communs de placement des plus performants, gérés par Mackenzie, et commercialisés sous la bannière de la Banque Laurentienne. La Banque y gagne également en ajoutant de la profondeur à son offre dans les domaines de l'investissement et de la gestion de patrimoine.

Dans le secteur des services aux PME, l'équipe PME-Québec qui se consacrait au départ au marché des pharmaciens propriétaires, a choisi d'élargir son offre. Voyant qu'il s'agissait d'une excellente plateforme de croissance, cette équipe, qui se fait désormais connaître sous le nom de groupe Santé, a récemment commencé à offrir du financement aux professionnels de la santé, tels les dentistes, les médecins, les optométristes, les radiologistes et les vétérinaires. L'expertise et la solide réputation de cette équipe spécialisée dans les prêts renferment donc des occasions de croissance de haute qualité pour le secteur PME-Québec.

Le secteur Immobilier et Commercial est également une source de croissance interne grâce à la spécialisation accrue de certains de ses groupes. L'équipe spécialisée en énergie et infrastructures en constitue un parfait exemple. Bien que ce groupe vise un créneau très spécifique, sa portée est pancanadienne. Misant sur la profondeur de l'expérience de l'équipe et un service à la clientèle supérieur, cette équipe est rapidement parvenue à décrocher de nouveaux mandats, élargissant du même coup sa présence territoriale.

Chez B2B Banque, les acquisitions récentes des sociétés MRS et de la Fiducie AGF participent à la croissance et au développement. Bien que la priorité demeure présentement l'intégration des entreprises acquises, le déploiement d'une offre de produits élargie auprès des quelque 27 000 conseillers financiers et courtiers constitue un moteur de croissance durable pour l'avenir. La plateforme de B2B Banque est conçue pour mettre en valeur tous les produits et services, y compris les produits de comptes d'investissement et la gamme élargie de prêts hypothécaires.

Par ailleurs, le développement de Valeurs mobilières Banque Laurentienne stimule ses activités de gestion de patrimoine afin d'accélérer la croissance des actifs administrés. La création d'une équipe de planification financière et l'ajout d'un stratégeste positionnent encore plus favorablement Valeurs mobilières Banque Laurentienne pour servir sa clientèle de particuliers. Cela s'est avéré particulièrement bénéfique lors de la récente saison des REER.

De toute évidence, le modèle d'affaires de la Banque favorise la croissance et le développement dans tous ses secteurs d'activité, tout en stimulant la recherche d'une rentabilité supérieure.

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion présente une analyse, par la direction, de la situation financière de la Banque au 31 janvier 2013, ainsi que de sa performance au cours du trimestre clos à cette date. Le présent rapport de gestion, daté du 6 mars 2013, doit être lu avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du trimestre clos le 31 janvier 2013, préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Le rapport annuel 2012 de la Banque fournit des informations supplémentaires relatives à des sujets tels que la gestion des risques, les estimations et les méthodes comptables critiques et les arrangements hors bilan.

Des informations additionnelles relatives à la Banque Laurentienne du Canada, y compris la Notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca, et sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Perspectives économiques

La conjoncture économique mondiale, bien que toujours relativement morose, est moins préoccupante qu'il y a trois mois, les risques financiers extrêmes s'étant atténués. D'abord, la Chine a démontré sa capacité d'effectuer un « atterrissage en douceur » de son économie. Ensuite, la crise de la dette souveraine en Europe semble contenue, bien que cette région soit toujours en récession. Enfin, pour le Canada surtout, la reprise économique aux États-Unis s'intensifie principalement grâce au relèvement du marché de l'habitation et à l'apaisement de l'incertitude politique.

Malheureusement, l'économie du Canada, qui s'est beaucoup mieux tirée de la crise financière mondiale que la plupart des autres économies avancées, fait désormais face à certaines difficultés. Les indicateurs économiques publiés récemment, comme les mises en chantier, l'emploi et le commerce international, confirment le ralentissement de l'économie canadienne, qui est attribuable en grande partie à la compression des dépenses des ménages (qui représentent toujours près des deux tiers de notre économie) en raison du niveau élevé de leur endettement.

À plus long terme, au fil de l'amélioration de la demande extérieure (principalement de la part des États-Unis), les exportations et les investissements des entreprises devraient également rebondir et compenser en partie la faiblesse de la demande des ménages. Néanmoins, ce processus devrait être relativement long étant donné qu'une certaine incertitude politique persiste. De plus, la vigueur continue du dollar canadien a une incidence négative sur la compétitivité du Canada à l'échelle internationale. La Banque prévoit que le PIB réel ne croîtra que de 1,7 % en 2013 et de 2,3 % en 2014.

Dans le contexte actuel, les taux d'intérêt devraient demeurer bas au moins jusqu'au début de 2014. La Banque du Canada l'a clairement affirmé en janvier, non seulement lorsqu'elle a revu à la baisse ses prévisions économiques et maintenu le taux du financement à un jour à 1,00 %, mais également lorsqu'elle a déclaré qu'une hausse éventuelle des taux était désormais « moins imminente que prévu auparavant ».

Objectifs financiers 2013

Le tableau ci-dessous présente les objectifs financiers définis par la direction pour l'exercice 2013, ainsi que la performance de la Banque jusqu'à maintenant. Ces objectifs financiers sont fondés sur les hypothèses présentées à la page 37 du rapport annuel 2012 de la Banque, à la rubrique « Hypothèses clés à la base des objectifs de la Banque », et ne tiennent pas compte des éléments d'ajustement¹.

OBJECTIFS FINANCIERS 2013 ^[1]

	OBJECTIFS DE 2013	POUR LE TRIMESTRE CLOS LE
		31 JANVIER 2013
Croissance des revenus	> 5 %	10,0 %
Ratio d'efficacité ajusté ^[1]	72,5 % à 69,5 %	71,9 %
Résultat net ajusté (en millions de dollars canadiens) ^[1]	145,0 \$ à 165,0 \$	40,4 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ^[1]	10,5 % à 12,5 %	12,2 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires - base «tout compris»	> 7,0 %	7,5 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

D'après les résultats de la période de trois mois close le 31 janvier 2013 et les prévisions actuelles, la direction croit que la Banque est en voie de réaliser ses objectifs, tels qu'ils ont été définis au début de l'exercice. La croissance et la diversification des revenus, les initiatives continues visant à contrôler les dépenses ainsi que la qualité du crédit toujours solide ont contribué à une bonne performance dans l'ensemble.

Analyse des résultats consolidés

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JANVIER 2012
En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)			
Revenu net d'intérêt	142 344 \$	142 411 \$	130 629 \$
Autres revenus	71 570	67 985	63 115
Revenu total	213 914	210 396	193 744
Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	(1 056)	23 795	-
Provisions pour pertes sur prêts	8 000	8 000	10 000
Frais autres que d'intérêt	161 314	165 377	143 020
Résultat avant impôts sur le résultat	43 544	60 814	40 724
Impôts sur le résultat	9 454	15 129	9 762
Résultat net	34 090 \$	45 685 \$	30 962 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	2 533	3 273	3 166
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	31 557 \$	42 412 \$	27 796 \$
Résultat par action			
de base	1,12 \$	1,51 \$	1,16 \$
dilué	1,12 \$	1,51 \$	1,16 \$

Éléments d'ajustement

La Banque a désigné certains montants comme étant des éléments d'ajustement et a ajusté les résultats selon les PCGR pour faciliter la compréhension de la performance sous-jacente de ses activités et des tendances connexes. Les éléments d'ajustement sont inclus dans les résultats du secteur d'activité B2B Banque. La Banque évalue la performance sur la base des PCGR et sur une base ajustée et considère que ces deux mesures fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de mieux apprécier ses résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de croissance. Les résultats ajustés et les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Des commentaires sur l'utilisation et les limites de ces mesures figurent à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR ».

¹ Voir les rubriques sur les éléments d'ajustement et les mesures financières non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

INCIDENCE DES ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT, APRÈS IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JANVIER 2012
En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)			
Incidence sur le résultat net			
Résultat net comme présenté	34 090 \$	45 685 \$	30 962 \$
Éléments d'ajustement, après impôts sur le résultat ^[1]			
Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis			
Profit d'acquisition	-	(16 382)	-
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	778	400	-
Frais liés aux regroupements d'entreprises et autres ^[2]			
Frais liés à la transaction et à l'intégration des sociétés MRS	4 318	4 739	1 957
Frais liés à la transaction et à l'intégration de Fiducie AGF	1 232	1 744	-
	6 328	(9 499)	1 957
Résultat net ajusté ^[1]	40 418 \$	36 186 \$	32 919 \$
Incidence sur le résultat dilué par action ordinaire			
Résultat dilué par action comme présenté	1,12 \$	1,51 \$	1,16 \$
Éléments d'ajustement ^[1]	0,22	(0,34)	0,08
Résultat dilué par action ajusté	1,34 \$	1,17 \$	1,24 \$

[1] Voir la rubrique sur les mesures non conformes aux PCGR.

[2] Également appelés frais liés aux transactions et d'intégration.

Trimestre clos le 31 janvier 2013 comparativement au trimestre clos le 31 janvier 2012

Le résultat net a atteint 34,1 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,12 \$, pour le premier trimestre 2013, en comparaison de 31,0 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,16 \$, pour le premier trimestre 2012. Au premier trimestre clos le 31 janvier 2013, le résultat net ajusté a augmenté de 23 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 40,4 millions \$, comparativement à 32,9 millions \$ en 2012, tandis que le résultat net dilué par action ajusté a augmenté de 8 %, pour s'établir à 1,34 \$, par rapport à 1,24 \$ dilué par action en 2012. Le résultat net dilué par action du premier trimestre 2013 comprenait un ajustement favorable non récurrent de 1,1 million \$ des dividendes sur actions privilégiées pour tenir compte des modifications apportées à l'imposition, en partie contrebalancé par le dividende partiel du premier trimestre de 0,6 million \$ sur les actions privilégiées, série 11, nouvellement émises.

Revenu total

Le revenu total a augmenté de 20,2 millions \$, ou 10 %, pour s'élever à 213,9 millions \$ au premier trimestre 2013, comparativement à 193,7 millions \$ pour le premier trimestre 2012. La contribution de la Fiducie AGF au revenu total s'est élevée à 19,8 millions \$ au premier trimestre 2013, les revenus de la Banque étant demeurés essentiellement inchangés d'un exercice à l'autre sur une base comparable, étant donné que la croissance des autres revenus a contrebalancé la diminution du revenu net d'intérêt.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 9 %, pour atteindre 142,3 millions \$ au premier trimestre 2013, comparativement à 130,6 millions \$ au premier trimestre 2012, ce qui découle essentiellement de la croissance des prêts et des dépôts d'un exercice à l'autre attribuable aux portefeuilles acquis de la Fiducie AGF, qui a plus que contrebalancé la diminution des marges et celle des pénalités sur les remboursements anticipés de prêts. Comparativement au premier trimestre 2012, les marges ont diminué de 12 points de base, pour s'établir à 1,63 % au premier trimestre 2013. Bien que la marge nette d'intérêt ait continué d'être touchée négativement par le contexte de très bas taux d'intérêt et par les niveaux élevés de liquidités, la diminution a été en partie contrebalancée par les prêts à rendement plus élevé des portefeuilles de la Fiducie AGF.

Les autres revenus ont totalisé 71,6 millions \$ au premier trimestre 2013, comparativement à 63,1 millions \$ au premier trimestre 2012, une augmentation de 8,5 millions \$, ou 13 %, qui reflète l'amélioration de la plupart des sources de revenus. En particulier, les revenus tirés des opérations de courtage ont augmenté de 3,0 millions \$, la Banque ayant tiré parti des occasions de croissance offertes par le marché des titres à revenu fixe et du redressement des marchés boursiers depuis l'exercice précédent. La hausse des frais et des commissions sur les prêts et les dépôts, des revenus tirés des fonds communs de placement et des revenus tirés des services de cartes a également contribué à l'augmentation d'un exercice à l'autre, signe de l'activité commerciale accrue. Les revenus tirés des comptes d'investissement ont également augmenté de

1,1 million \$ au cours de la période, ce qui s'explique surtout par la contribution pendant un trimestre complet de B2B Banque Services de courtiers au premier trimestre 2013. De plus, les revenus de trésorerie et de marchés financiers ont augmenté, en raison d'une bonne performance.

Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis

Au premier trimestre 2013, la charge d'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis, présentée au poste « Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis », s'est établie à 1,1 million \$. Voir la note 13 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour de plus amples renseignements sur cet élément.

Provisions pour pertes sur prêts

Les provisions pour pertes sur prêts ont diminué de 2,0 millions \$, ou 20 %, pour s'établir à 8,0 millions \$ au premier trimestre 2013, par rapport à 10,0 millions \$ au premier trimestre 2012, malgré l'accroissement de 18 % du volume de prêts au cours de la période considérée. Au premier trimestre 2013, les provisions comprenaient également une provision de 3,2 millions \$ liée aux portefeuilles de prêts de la Fiducie AGF. Ce niveau très bas de pertes reflète les excellentes conditions de crédit sur le marché canadien et la qualité des portefeuilles de prêts de la Banque. En outre, des règlements favorables et l'amélioration généralisée ont donné lieu à un crédit d'un montant net de 2,6 millions \$ dans les pertes sur prêts dans les portefeuilles de prêts commerciaux au premier trimestre 2013, tandis que le redressement des marchés boursiers a eu une incidence favorable sur les pertes sur prêts du portefeuille de prêts à l'investissement garantis de B2B Banque au cours de la période considérée.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté, pour atteindre 161,3 millions \$ au premier trimestre 2013, comparativement à 143,0 millions \$ au premier trimestre 2012, en raison principalement de l'ajout des dépenses d'exploitation courantes de 9,0 millions \$ liées à la Fiducie AGF et de l'accroissement des frais liés aux transactions et d'intégration, comme il est mentionné ci-après.

Les salaires et avantages du personnel ont augmenté de 12,3 millions \$, ou 16 %, pour atteindre 89,4 millions \$ comparativement au premier trimestre 2012, surtout en raison de l'augmentation de l'effectif par suite de l'acquisition de la Fiducie AGF et des hausses régulières des salaires, contrebalancées en partie par les économies découlant des restructurations réalisées en 2012. La hausse de la rémunération liée à la performance et des coûts des régimes de retraite a également contribué à l'augmentation d'un exercice à l'autre.

Les coûts relatifs aux locaux et aux technologies ont augmenté de 1,7 million \$, ou 5 %, par rapport à ceux du premier trimestre 2012, pour s'établir à 38,9 millions \$, ce qui s'explique principalement par les coûts de location et de TI liés à l'acquisition de la Fiducie AGF.

Les autres frais autres que d'intérêt ont diminué de 0,7 million \$, pour s'établir à 25,5 millions \$ au premier trimestre 2013, par rapport à 26,2 millions \$ au premier trimestre 2012. La diminution est principalement attribuable aux coûts engagés au début de l'acquisition des sociétés MRS avant leur intégration à B2B Banque en 2012, ainsi qu'aux frais de publicité et aux impôts moins élevés au premier trimestre 2013 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par les autres frais autres que d'intérêt de la Fiducie AGF au premier trimestre 2013. Dans un contexte de ralentissement de la croissance des revenus, la Banque continue de contrôler rigoureusement les dépenses.

Les frais liés aux transactions et d'intégration pour le premier trimestre 2013 ont totalisé 7,6 millions \$ et se rapportaient surtout aux frais de conversion des systèmes de TI, aux indemnités de départ et à d'autres frais liés à l'intégration des sociétés MRS. Ils comprenaient également les salaires, les honoraires professionnels et les autres frais de 1,7 million \$ associés à l'intégration de la Fiducie AGF. En ce qui a trait aux sociétés MRS, le processus d'intégration progresse comme prévu et conformément au budget global. Comme il ne reste que quelques éléments de l'intégration des sociétés MRS à parachever, B2B Banque se tourne graduellement vers la mise en œuvre de ses plans d'intégration de la Fiducie AGF.

Le ratio d'efficacité ajusté a été de 71,9 % au premier trimestre 2013, par rapport à 72,4 % pour le premier trimestre 2012. Sur la même base ajustée, à 3,5 % d'un trimestre à l'autre, le levier d'exploitation a été positif et était principalement

attribuable à l'acquisition de la Fiducie AGF et aux initiatives continues de contrôle des coûts de la Banque. La Banque demeure engagée à tirer parti des deux acquisitions conclues récemment pour accroître la productivité globale et accélérer la croissance des revenus attribuable aux autres revenus et aux produits à marge plus élevée une fois l'intégration achevée.

Impôts sur le résultat

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2013, les impôts sur le résultat ont été de 9,5 millions \$ et le taux d'imposition effectif, de 21,7 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi découle principalement des retombées positives des investissements dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables, et de l'imposition réduite des revenus tirés des activités d'assurance. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2012, les impôts sur le résultat s'élevaient à 9,8 millions \$, et le taux d'imposition effectif s'établissait à 24,0 %. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2013, la diminution du taux d'imposition d'un exercice à l'autre découle du niveau plus élevé de revenus tirés des activités d'assurance et des revenus de dividendes, ainsi que de divers recouvrements d'impôts.

Trimestre clos le 31 janvier 2013 comparativement au trimestre clos le 31 octobre 2012

Le résultat net a atteint 34,1 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,12 \$, pour le premier trimestre 2013, par rapport à 45,7 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,51 \$, pour le quatrième trimestre 2012. Le résultat net ajusté a été de 40,4 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,34 \$, comparativement à un résultat net de 36,2 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,17 \$, pour le quatrième trimestre clos le 31 octobre 2012. Comme il a été mentionné précédemment, le résultat dilué par action pour le premier trimestre 2013 comprend une incidence favorable nette de 0,4 million \$ liée aux dividendes sur actions privilégiées, une fois les dividendes sur les actions privilégiées, série 11, pris en compte.

Le revenu total a augmenté, pour s'établir à 213,9 millions \$ au premier trimestre 2013, par rapport à 210,4 millions \$ pour le trimestre précédent, en raison de l'augmentation des autres revenus. Le revenu net d'intérêt, qui est demeuré relativement inchangé séquentiellement, a été de 142,3 millions \$, comparativement à 142,4 millions \$ au quatrième trimestre 2012. Les marges nettes d'intérêt se sont stabilisées à 1,63 %, par rapport à 1,62 % au quatrième trimestre 2012, l'incidence positive des passifs de titrisation à coupon élevé venant à échéance totalisant 0,8 milliard \$ ayant plus que contrebalancé la légère baisse séquentielle des marges sur les prêts et les dépôts.

Les autres revenus ont enregistré une hausse séquentielle de 3,6 millions \$ attribuable principalement à l'augmentation des revenus tirés des opérations de courtage et des commissions sur prêts, lesquels ont été touchés favorablement par l'amélioration des conditions des marchés financiers. De plus, les revenus de trésorerie et de marchés financiers ont aussi progressé, comme il est mentionné précédemment.

Au premier trimestre 2013, la charge d'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis, présentée au poste « Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis », s'est établie à 1,1 million \$, comparativement à une charge de 0,5 million \$ pour le trimestre précédent. Les résultats du quatrième trimestre 2012 comprenaient également un profit de 24,3 millions \$. Voir la note 13 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour de plus amples renseignements sur cet élément.

Au premier trimestre 2013, la provision pour pertes sur prêts s'est maintenue au même niveau très bas, soit 8,0 millions \$. Au cours du premier trimestre 2013, les provisions plus élevées totalisant 3,2 millions \$ établies pour le portefeuille de prêts de la Fiducie AGF ont été partiellement contrebalancées par des règlements favorables et des ajustements nets aux provisions cumulatives établies à l'égard des portefeuilles de prêts à l'investissement et de prêts commerciaux.

Les frais autres que d'intérêt se sont élevés à 161,3 millions \$ au premier trimestre 2013, comparativement à 165,4 millions \$ pour le quatrième trimestre 2012. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration de 7,6 millions \$ au premier trimestre 2013 et de 8,8 millions \$ au quatrième trimestre 2012, les frais autres que d'intérêt ont enregistré une baisse séquentielle de 2,8 millions \$, baisse largement attribuable à des dépenses non récurrentes engagées au quatrième trimestre 2012.

Situation financière

BILAN RÉSUMÉ

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 JANVIER 2013	AU 31 OCTOBRE 2012	AU 31 JANVIER 2012
ACTIF			
Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	370 789 \$	571 043 \$	622 707 \$
Valeurs mobilières	5 274 099	6 142 961	5 192 491
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	917 007	631 202	639 604
Prêts et acceptations, montant net	26 727 737	26 663 337	22 681 682
Autres actifs	959 058	928 283	784 752
	34 248 690 \$	34 936 826 \$	29 921 236 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Dépôts	23 767 493 \$	24 041 443 \$	20 701 287 \$
Autres passifs	3 238 870	2 873 563	2 952 430
Dette liée aux activités de titrisation	5 244 311	6 037 097	4 798 554
Dette subordonnée	443 978	443 594	242 987
Capitaux propres	1 554 038	1 541 129	1 225 978
	34 248 690 \$	34 936 826 \$	29 921 236 \$

L'actif au bilan s'élevait à 34,2 milliards \$ au 31 janvier 2013, soit une baisse de 0,7 milliard \$ par rapport à la clôture de l'exercice 2012. Au cours des douze derniers mois, l'actif au bilan a augmenté de 4,3 milliards \$, ou 14 %.

Liquidités

Les liquidités, y compris la trésorerie, les dépôts auprès d'autres banques, les valeurs mobilières et les valeurs acquises en vertu de conventions de revente, ont totalisé 6,6 milliards \$ au 31 janvier 2013, une baisse de 0,8 milliard \$ comparativement aux liquidités au 31 octobre 2012. Cette baisse découle principalement des actifs de remplacement affectés au remboursement, au cours du trimestre, de la dette liée aux activités de titrisation venue à échéance d'un montant de 0,8 milliard \$. Les liquidités, en pourcentage de l'actif total, ont enregistré une légère baisse, passant de 21 % au 31 octobre 2012 à 19 %.

Prêts

Les prêts et acceptations bancaires, montant net, ont totalisé 26,7 milliards \$ au 31 janvier 2013, soit le même niveau qu'au 31 octobre 2012, compte tenu du récent ralentissement de la demande de prêts à la consommation. Les prêts personnels ont diminué de 0,2 milliard \$, ou 2 %, depuis le 31 octobre 2012, en raison surtout de la réduction des portefeuilles acquis. Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 0,2 milliard \$, ou 1 %, au cours de la période, la demande de prêts hypothécaires s'étant essoufflée en raison de variations saisonnières et du resserrement des règles régissant les prêts hypothécaires qui sont entrées en vigueur au cours du deuxième semestre de 2012. De plus, les prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires, ont augmenté de 32,0 millions \$, ou 1 %, par rapport au 31 octobre 2012, tandis que les prêts hypothécaires commerciaux ont diminué de 19,9 millions \$, ou 1 %, au cours de la même période en raison du niveau plus élevé de prêts remboursés.

Dépôts

Les dépôts personnels ont atteint 19,5 milliards \$ au 31 janvier 2013, soit relativement le même niveau qu'au 31 octobre 2012. Les dépôts d'entreprises et autres, qui comprennent les dépôts institutionnels, ont diminué de 0,4 milliard \$ depuis le 31 octobre 2012, pour s'établir à 4,3 milliards \$ au 31 janvier 2013, la Banque ayant réduit le volume des dépôts en gros à prix élevé dans le cadre de sa gestion des liquidités.

La Banque continue de gérer activement ses niveaux de liquidités et de diversifier ses sources de financement. Elle concentre ses efforts sur la collecte de dépôts de particuliers par l'entremise des secteurs d'activité Particuliers et PME-Québec et B2B Banque, qui représentaient 82 % du total des dépôts au 31 janvier 2013.

Autres passifs

La dette liée aux activités de titrisation s'est établie à 5,2 milliards \$ au 31 janvier 2013, une diminution nette de 0,8 milliard \$ depuis le début de l'exercice compte tenu de l'échéance de deux émissions. Au cours du trimestre, la Banque a également titrisé des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 151,1 millions \$, dont une tranche de 51,4 millions \$ a été vendue dans le cadre de l'émission de nouvelles obligations hypothécaires du Canada et une tranche de 99,7 millions \$ a été vendue à titre d'actifs de remplacement. La dette subordonnée totalisait 444,0 millions \$ au 31 janvier 2013, un niveau relativement inchangé par rapport au 31 octobre 2012.

Capitaux propres

Les capitaux propres se sont élevés à 1 554,0 millions \$ au 31 janvier 2013, comparativement à 1 541,1 millions \$ au 31 octobre 2012. Cette augmentation découle principalement des fonds propres générés en interne ainsi que de l'émission de 117 178 nouvelles actions émises aux termes du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions, et a été contrebalancée légèrement par une diminution du cumul des autres éléments du résultat global. La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque, excluant le cumul des autres éléments du résultat global, a augmenté et s'établissait à 43,43 \$ au 31 janvier 2013, comparativement à 42,81 \$ au 31 octobre 2012. Au 28 février 2013, 28 254 714 actions ordinaires et 30 000 options d'achat d'actions étaient en circulation.

Gestion du capital

Nouvelles exigences en matière de fonds propres réglementaires

En décembre 2012, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) a publié la version définitive révisée de la Ligne directrice sur les normes de fonds propres (la « ligne directrice ») fondée sur les lignes directrices sur les fonds propres du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB), que l'on désigne communément sous le nom de Bâle III. Ces nouvelles exigences sont entrées en vigueur en janvier 2013 et, de manière générale, établissent des normes plus strictes en matière d'adéquation des fonds propres. Les institutions sont tenues de respecter des normes de fonds propres minimales axées sur le risque en fonction de leur exposition au risque de crédit, de leurs risques opérationnels et, si elles exercent d'importantes activités de négociation, de leur risque de marché.

La ligne directrice établit les ratios minimums des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 et du total des fonds propres à respectivement 3,5 %, 4,5 % et 8,0 % pour 2013. Ces ratios tiennent compte de l'application progressive de certains ajustements réglementaires pour la période comprise entre 2013 et 2019 et du retrait progressif des instruments de fonds propres non admissibles pour la période comprise entre 2013 et 2022 (la base « transitoire »). À compter de 2014, la ligne directrice prévoit également l'augmentation chaque année des ratios minimums de fonds propres, qui atteindront 7,0 %, 8,5 % et 10,5 % en 2019, y compris une réserve de conservation des fonds propres.

Dans sa ligne directrice, le BSIF a indiqué s'attendre à ce que les institutions de dépôts atteignent des ratios cibles de fonds propres sans prise en compte des dispositions transitoires au moins équivalents à la somme des ratios minimums de 2019 et de la réserve de conservation (la base « tout compris ») tôt au cours de la période de transition, y compris un ratio cible minimum de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 7,0 % d'ici le premier trimestre 2013. La base « tout compris » inclut tous les ajustements réglementaires qui seront requis d'ici 2019, tout en maintenant les règles de retrait progressif des instruments de fonds propres non admissibles. Le BSIF exige également que les institutions financières canadiennes acceptant des dépôts maintiennent un ratio actif/fonds propres.

La ligne directrice fournit des indications additionnelles concernant le traitement des instruments de fonds propres non admissibles et précise que certains instruments de fonds propres ne seront plus entièrement admissibles comme fonds propres à compter du 1^{er} janvier 2013. Les instruments de fonds propres de la Banque, autres que sous forme d'actions ordinaires, sont considérés comme non admissibles selon les règles de Bâle III et sont donc assujettis au retrait progressif, au rythme de 10 % par année, à compter de 2013. Ces instruments de fonds propres, autres que sous forme d'actions ordinaires, comprennent les actions privilégiées, séries 9, 10 et 11, et les billets à moyen terme subordonnés, séries 2010-1 et 2012-1. La Banque a obtenu l'approbation des organismes de réglementation de racheter à leur valeur nominale, le 15 mars 2013, les actions privilégiées, série 9, qui ne sont pas des instruments admissibles selon les règles de Bâle III.

Comme l'indique le tableau ci-après, le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, le ratio du total des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres, sur une base « transitoire », s'établissaient respectivement à 9,2 %, 10,8 % et 14,3 % au 31 janvier 2013. Sur une base « tout compris », le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres s'établissaient respectivement à 7,5 %, 9,6 % et 13,2 % au 31 janvier 2013. Ces ratios respectent l'ensemble des exigences minimales actuelles.

FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

	Bâle III		Bâle II	
	TOUT COMPRIS	TRANSITOIRE	AU 31 OCTOBRE 2012 ^[1]	AU 31 JANVIER 2012 ^[1]
	AU 31 JANVIER 2013	AU 31 JANVIER 2013		
En milliers de dollars canadiens, sauf les données en pourcentages (non audité)	2013	2013		
Actions ordinaires	434 312 \$	434 312 \$	428 526 \$	259 492 \$
Réserve pour paiement fondés sur des actions	136	136	227	227
Résultats non distribués	792 669	792 669	774 899	700 037
Cumul des autres éléments du résultat global, excluant les réserves de couverture de flux de trésorerie	11 859	11 859	s. o.	s. o.
Déductions des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	(236 198)	-	s. o.	s. o.
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (A)	1 002 778	1 238 976	s. o.	s. o.
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	272 896	272 896	303 249	210 000
Déductions des fonds propres de catégorie 1	s. o.	(64 077)	(73 841)	(82 067)
Ajustement au titre de la transition aux IFRS	s. o.	s. o.	27 193	108 773
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (B)	272 896	208 819	s. o.	s. o.
Total des fonds propres de catégorie 1 (C)=(A)+(B)	1 275 674	1 447 795	1 460 253	1 196 462
Dettes subordonnées	399 429	399 429	443 594	242 987
Provisions cumulatives collectives	79 403	79 403	75 752	79 918
Déductions des fonds propres de catégorie 2	(857)	-	(5 539)	(15 029)
Fonds propres de catégorie 2	477 975	478 832	513 807	307 876
Total des fonds propres réglementaires (D)	1 753 649 \$	1 926 627 \$	1 974 060 \$	1 504 338 \$
Total des actifs pondérés en fonction des risques (E)	13 286 829 \$	13 459 653 \$	13 436 433 \$	11 645 279 \$
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (A/E)	7,5 %	9,2 %	s. o.	s. o.
Ratio total des fonds propres de catégorie 1 (C/E)	9,6 %	10,8 %	10,9 %	10,3 %
Ratio total des fonds propres (D/E)	13,2 %	14,3 %	14,7 %	12,9 %
Ratio actif/fonds propres	s. o.	16,8 x	16,3 x	18,0 x

[1] Les montants sont présentés selon Bâle II comme déposés auprès du BSIF.

Proposition de nouvelles règles de mesure des liquidités

En décembre 2009, le CBCB a rendu publiques des propositions relatives à de nouvelles exigences en ce qui concerne les liquidités, qui introduisaient de nouvelles normes mondiales en cette matière. Des mises à jour contenant des informations additionnelles ont également été publiées en décembre 2010 et en janvier 2013. Il est actuellement encore trop tôt pour évaluer l'incidence définitive de ces propositions sur les exigences relatives aux liquidités, étant donné que ces propositions ne sont toujours pas finalisées tant à l'échelle internationale (CBCB) qu'à l'échelle nationale (BSIF) et qu'elles sont susceptibles d'être encore modifiées avant l'entrée en vigueur des règlements définitifs. Quoiqu'il en soit, la Banque a entrepris, en 2012, une analyse des écarts visant à mettre en évidence les écarts prévus entre les exigences actuelles en matière de liquidités et les nouvelles exigences en matière de données sur les liquidités et de production de rapports sur les liquidités.

Dividendes

Le 20 février 2013, le conseil d'administration a annoncé le versement de dividendes réguliers sur les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 8 mars 2013. Au cours de sa réunion tenue le 6 mars 2013, le conseil d'administration a annoncé le versement d'un dividende de 0,49 \$ par action ordinaire, payable le 1^{er} mai 2013 aux actionnaires inscrits en date du 1^{er} avril 2013.

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES ET RATIO DU DIVIDENDE VERSÉ

En dollars canadiens, sauf les ratios du dividende versé (non audité)	TRIMESTRE			
	CLOS LE	POUR LES EXERCICES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2010
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,49 \$	1,84 \$	1,62 \$	1,44 \$
Ratio du dividende versé ^{[1][2]}	43,7 %	37,0 %	34,8 %	31,1 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] Le montant pour 2010 est présenté selon les PCGR du Canada antérieurs.

Gestion des risques

De par la nature de ses activités, la Banque est exposée à divers types de risques. Ces risques sont liés principalement à l'utilisation d'instruments financiers. Afin de gérer ces risques, des mesures de contrôle, telles que des politiques de gestion des risques et diverses limites de risque, ont été mises en œuvre. L'objectif de ces mesures est d'optimiser le ratio rendement/risques dans tous les secteurs opérationnels de la Banque. De plus amples renseignements sur le cadre de gestion intégrée des risques de la Banque sont fournis dans le rapport annuel 2012.

Risque de crédit

Les sections suivantes fournissent des renseignements additionnels sur la qualité du crédit des portefeuilles de prêts de la Banque.

PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JANVIER 2012
Provisions pour pertes sur prêts			
Prêts personnels	8 058 \$	7 568 \$	6 189 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	1 407	1 416	284
Prêts hypothécaires commerciaux	1 101	(1 929)	888
Prêts commerciaux et autres (y compris les acceptations)	(2 566)	945	2 639
	8 000 \$	8 000 \$	10 000 \$
En pourcentage des prêts et des acceptations moyens	0,12 %	0,12 %	0,18 %

La provision pour pertes sur prêts, qui s'est établie à 8,0 millions \$ au premier trimestre 2013, est demeurée inchangée par rapport à celle du quatrième trimestre 2012, mais a diminué de 2,0 millions \$, ou 20 %, comparativement à celle d'il y a un an, malgré une forte croissance des volumes de prêts. Ce niveau très bas de pertes sur prêts reflète l'excellente qualité du crédit des portefeuilles de prêts de la Banque et le maintien des conditions de crédit favorables sur le marché canadien.

L'augmentation d'un exercice à l'autre de 1,9 million \$ des pertes sur prêts personnels tient compte des pertes subies sur le portefeuille de prêts de la Fiducie AGF, contrebalancées en partie par l'amélioration constatée dans les autres portefeuilles de prêts personnels de B2B Banque. La provision pour pertes sur prêts hypothécaires résidentiels a également augmenté de 1,1 million \$ par rapport à celle du premier trimestre 2012, ce qui témoigne de l'accroissement des volumes de prêts.

Les pertes sur prêts hypothécaires commerciaux et prêts commerciaux se sont maintenues à leur bas niveau au premier trimestre et ont connu séquentiellement une baisse additionnelle combinée de 0,5 million \$, grâce au règlement favorable de 2,0 millions \$ relatif à un seul prêt commercial au premier trimestre 2013. Le niveau toujours très faible des pertes sur prêts continue de témoigner de la qualité du crédit très solide du portefeuille.

PRÊTS DOUTEUX

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	AU 31 JANVIER 2013	AU 31 OCTOBRE 2012	AU 31 JANVIER 2012
Prêts douteux, montant brut			
Prêts personnels	21 185 \$	16 863 \$	15 642 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	23 142	21 971	16 127
Prêts hypothécaires commerciaux	36 826	36 672	61 580
Prêts commerciaux et autres (y compris les acceptations)	49 505	52 517	59 414
	130 658	128 023	152 763
Provisions cumulatives individuelles	(45 717)	(47 849)	(62 385)
Provisions cumulatives collectives	(73 204)	(69 693)	(79 918)
Prêts douteux, montant net	11 737 \$	10 481 \$	10 460 \$
Prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations			
Montant brut	0,49 %	0,48 %	0,67 %
Montant net	0,04 %	0,04 %	0,05 %

Les prêts douteux bruts se sont établis à 130,7 millions \$ au 31 janvier 2013, un niveau relativement inchangé par rapport à 128,0 millions \$ au 31 octobre 2012, la qualité du crédit étant demeurée solide au cours du trimestre. La légère augmentation depuis le 31 octobre 2012 découle essentiellement des portefeuilles acquis de prêts personnels et de prêts hypothécaires résidentiels de la Fiducie AGF, contrebalancée par l'amélioration dans les portefeuilles de prêts commerciaux.

Depuis le début de l'exercice, les provisions cumulatives individuelles ont baissé de 2,1 millions \$, pour atteindre 45,7 millions \$. Au cours de la même période, les provisions cumulatives collectives ont augmenté de 3,5 millions \$, pour totaliser 73,2 millions \$, du fait surtout des nouvelles provisions liées au portefeuille de la Fiducie AGF. Les prêts douteux, montant net, se sont élevés à 11,7 millions \$ au 31 janvier 2013, comparativement à un total de 10,5 millions \$ au 31 octobre 2012, et représentaient 0,04 % des prêts et des acceptations, un niveau inchangé par rapport à celui du 31 octobre 2012 qui reflète l'approche prudente en matière de constitution des provisions pour prêts douteux.

Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que peut subir la Banque en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ou les cours boursiers. Ce risque est inhérent aux activités de financement, de placement, de négociation et de gestion de l'actif et du passif (« GAP ») de la Banque.

Les activités de GAP visent à contrôler le risque structurel de taux d'intérêt, qui correspond à l'incidence négative potentielle des fluctuations défavorables des taux d'intérêt sur les revenus et la valeur économique de la Banque. La gestion dynamique du risque structurel vise à maximiser la rentabilité de la Banque, tout en préservant la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des fluctuations marquées des taux d'intérêt. Au 31 janvier 2013, l'effet d'une augmentation soudaine et soutenue de 1 % de l'ensemble de la courbe des taux d'intérêt sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et sur le revenu net d'intérêt avant impôts se traduisait comme suit :

ANALYSE DE SENSIBILITÉ DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT STRUCTUREL

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 JANVIER 2013	AU 31 OCTOBRE 2012
Augmentation du revenu net d'intérêt avant impôts au cours des 12 prochains mois	16 754 \$	16 701 \$
Diminution de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (déduction faite des impôts sur le résultat)	(15 530) \$	(19 710) \$

Comme le montre le tableau ci-dessus, la Banque a maintenu sa sensibilité à court terme en matière de GAP par rapport au 31 octobre 2012. Ces résultats reflètent les efforts de la direction pour tirer parti des fluctuations des taux d'intérêt à court terme et à long terme, tout en maintenant la sensibilité à ces fluctuations dans les limites de risque approuvées.

Information sectorielle

Cette section fournit un aperçu des activités de la Banque, selon sa structure organisationnelle. Les services aux particuliers, aux entreprises, aux intermédiaires financiers et aux clients institutionnels sont offerts par l'intermédiaire des secteurs d'activité suivants :

- Particuliers et PME-Québec
- Immobilier et Commercial
- B2B Banque
- Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux
- Autres

Particuliers et PME-Québec

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JANVIER 2012
En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)			
Revenu net d'intérêt	76 855 \$	75 792 \$	78 725 \$
Autres revenus	35 436	35 234	31 803
Revenu total	112 291	111 026	110 528
Provisions pour pertes sur prêts	6 066	6 433	6 216
Frais autres que d'intérêt	92 981	93 359	91 260
Résultat avant impôts sur le résultat	13 244	11 234	13 052
Impôts sur le résultat	2 034	1 941	2 631
Résultat net	11 210 \$	9 293 \$	10 421 \$
Ratio d'efficacité ^[1]	82,8 %	84,1 %	82,6 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

La contribution du secteur Particuliers et PME-Québec au résultat net a été de 11,2 millions \$ au premier trimestre 2013, une augmentation de 8 % par rapport à 10,4 millions \$ au premier trimestre 2012.

Le revenu total a augmenté, pour passer de 110,5 millions \$ au premier trimestre 2012 à 112,3 millions \$ au premier trimestre 2013, la croissance des autres revenus ayant contrebalancé la diminution du revenu net d'intérêt. Le revenu net d'intérêt a diminué de 1,9 million \$, tandis que l'accroissement considérable des volumes de prêts et de dépôts d'un exercice à l'autre, notamment dans les portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels, de marges de crédit hypothécaire et de prêts aux PME, n'a pas compensé entièrement la baisse de la marge nette d'intérêt attribuable au contexte de faiblesse persistante des taux d'intérêt. Les autres revenus ont augmenté de 11 %, passant de 31,8 millions \$ au premier trimestre 2012 à 35,4 millions \$ pour la période correspondante de 2013, ce qui s'explique principalement par la hausse des frais sur les dépôts ainsi que par celle des revenus tirés de la vente de fonds communs de placement attribuables à l'accroissement des ventes nettes et au redressement des marchés boursiers depuis l'exercice précédent. Les revenus plus élevés tirés des services de cartes attribuables à l'activité commerciale accrue ont également contribué à l'augmentation d'un exercice à l'autre.

Les pertes sur prêts ont légèrement diminué, passant de 6,2 millions \$ au premier trimestre 2012 à 6,1 millions \$ au premier trimestre 2013. Cette diminution tient compte des provisions moins élevées pour le portefeuille de prêts aux PME en raison de l'amélioration généralisée, contrebalancées en partie par les provisions plus importantes requises pour les portefeuilles de prêts personnels et de prêts hypothécaires résidentiels. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 1,7 million \$, ou 2 %, passant de 91,3 millions \$ au premier trimestre 2012 à 93,0 millions \$ au premier trimestre 2013. La hausse des salaires découlant des augmentations régulières et de l'embauche d'effectifs pour accroître la force de vente de PME-Québec et celle des coûts des régimes de retraite ont surtout contribué à cette augmentation, et ont été atténuées en partie par les restructurations réalisées en 2012 qui ont permis de réduire l'effectif des services bancaires de détail. Le ratio d'efficacité, qui était de 82,8 % au premier trimestre 2013, est demeuré relativement inchangé d'un exercice à l'autre, mais s'est amélioré sur une base séquentielle.

Immobilier et Commercial

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JANVIER 2012
En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)			
Revenu net d'intérêt	21 555 \$	21 833 \$	22 212 \$
Autres revenus	8 086	7 646	8 006
Revenu total	29 641	29 479	30 218
Provisions pour pertes sur prêts	(1 464)	(2 040)	2 851
Frais autres que d'intérêt	8 414	8 586	7 756
Résultat avant impôts sur le résultat	22 691	22 933	19 611
Impôts sur le résultat	6 059	6 204	5 305
Résultat net	16 632 \$	16 729 \$	14 306 \$
Ratio d'efficacité ^[1]	28,4 %	29,1 %	25,7 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

La contribution du secteur Immobilier et Commercial au résultat net, a augmenté de 2,3 millions \$, ou 16 %, et s'est établie à 16,6 millions \$ au premier trimestre 2013, comparativement à 14,3 millions \$ au premier trimestre 2012.

Le revenu total a diminué de 0,6 million \$, passant de 30,2 millions \$ au premier trimestre 2012 à 29,6 millions \$ au premier trimestre 2013. Cette diminution s'explique principalement par une baisse du revenu net d'intérêt, lequel a subi l'incidence de la compression des marges et du niveau plus élevé des remboursements de prêts commerciaux au premier trimestre 2013. Les autres revenus sont demeurés relativement inchangés par rapport à ceux de l'exercice précédent, l'augmentation des commissions ayant été en partie contrebalancée par la baisse des revenus tirés des transactions de change découlant de la stabilité continue du marché du change. Les pertes sur prêts se sont améliorées, donnant lieu à un crédit net de 1,5 million \$ au premier trimestre 2013, comparativement à une perte de 2,9 millions \$ au premier trimestre 2012, soit une baisse de 4,3 millions \$ d'un exercice à l'autre. Au cours du trimestre, le secteur d'activité a été avantagé par un règlement favorable de 2,0 millions \$ relatif à un seul prêt commercial ainsi que par les conditions de crédit toujours très bonnes au Canada. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 0,7 million \$, pour s'établir à 8,4 millions \$ au premier trimestre 2013, comparativement à 7,8 millions \$ au premier trimestre 2012, en raison essentiellement des hausses régulières de salaires et des frais répartis plus élevés d'un exercice à l'autre.

B2B Banque

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JANVIER 2012
En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)			
Revenu net d'intérêt	48 397 \$	49 821 \$	30 964 \$
Autres revenus	9 056	8 923	8 143
Revenu total	57 453	58 744	39 107
Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	(1 056)	23 795	-
Provisions pour pertes sur prêts	3 398	3 607	933
Frais autres que d'intérêt	32 960	35 259	23 422
Frais liés aux regroupements d'entreprises et autres ^[1]	7 557	8 830	2 660
Résultat avant impôts sur le résultat	12 482	34 843	12 092
Impôts sur le résultat	3 315	9 650	3 221
Résultat net	9 167 \$	25 193 \$	8 871 \$
Résultat net ajusté ^[2]	15 495 \$	15 694 \$	10 828 \$
Ratio d'efficacité ^[2]	70,5 %	75,1 %	66,7 %
Ratio d'efficacité ajusté ^[2]	57,4 %	60,0 %	59,9 %

[1] Frais d'intégration liés à l'acquisition des sociétés MRS et de la Fiducie AGF.

[2] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

La contribution du secteur d'activité B2B Banque au résultat net ajusté s'est établie à 15,5 millions \$ au premier trimestre 2013, une hausse de 4,7 millions \$, ou 43 %, par rapport à une contribution de 10,8 millions \$ au premier trimestre 2012. Le résultat net comme présenté pour le premier trimestre 2013 a été de 9,2 millions \$, comparativement à 8,9 millions \$ il y a un an. L'amélioration provient de l'ajout du résultat net de la Fiducie AGF, qui a totalisé 5,6 millions \$ au premier trimestre 2013, en baisse par rapport à un résultat net élevé de 7,3 millions \$ au quatrième trimestre 2012. Les revenus de 19,8 millions \$ et les pertes sur prêts de 3,2 millions \$ sont demeurés relativement inchangés d'un trimestre à l'autre, tandis que les frais et les impôts, respectivement de 9,0 millions \$ et 2,0 millions \$ au premier trimestre 2013, ont enregistré une augmentation combinée de 1,3 million \$ attribuable à des éléments favorables non récurrents comptabilisés au quatrième trimestre 2012.

Le revenu total a augmenté, pour atteindre 57,5 millions \$ au premier trimestre 2013, par rapport à 39,1 millions \$ pour le premier trimestre 2012. Le revenu net d'intérêt a augmenté de 17,4 millions \$ par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 48,4 millions \$ au premier trimestre 2013, du fait surtout des volumes de prêts et de dépôts plus élevés liés à l'acquisition de la Fiducie AGF. Au cours de la même période, les autres revenus ont également augmenté de 0,9 million \$, pour atteindre 9,1 millions \$ au premier trimestre 2013, ce qui s'explique principalement par la contribution de la Fiducie AGF et, dans une moindre mesure, par le fait que des frais de comptes d'investissement de B2B Banque Services de courtiers ont été tirés pendant 15 jours de plus en 2013.

Comme il a été mentionné précédemment, la charge d'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis, présentée au poste « Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis », s'est établie à 1,1 million \$ au premier trimestre 2013, comparativement à une charge de 0,5 million \$ pour le quatrième trimestre 2012. Les résultats du quatrième trimestre 2012 comprenaient également un profit de 24,3 millions \$. Voir la note 13 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour de plus amples renseignements sur cet élément.

Les pertes sur prêts ont augmenté, pour passer de 0,9 million \$ au premier trimestre 2012 à 3,4 millions \$ au premier trimestre 2013, ce qui s'explique essentiellement par une provision de 3,2 millions \$ liée aux portefeuilles de la Fiducie AGF, contrebalancée en partie par une incidence favorable de 1,2 million \$ sur les pertes sur prêts dans le portefeuille de prêts à l'investissement garantis de B2B Banque attribuable au redressement des marchés boursiers.

Comme l'indique le tableau précédent, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 9,5 millions \$ au premier trimestre 2013, pour s'établir à 33,0 millions \$, comparativement à 23,4 millions \$ au premier trimestre 2012. Cette augmentation tient compte des dépenses d'exploitation courantes de 9,0 millions \$ liées à la Fiducie AGF. Par ailleurs, les frais ont augmenté de 0,6 million \$, ou 2 %, d'un exercice à l'autre, du fait principalement de la hausse des frais répartis, des salaires et des coûts des régimes de retraite, laquelle a été partiellement contrebalancée par les synergies de coûts réalisées relativement aux sociétés MRS. Au premier trimestre 2013, les frais liés aux transactions et d'intégration ont totalisé 7,6 millions \$, dont un montant de 5,9 millions \$ était lié aux salaires, aux TI et aux honoraires professionnels engagés pour réaliser l'intégration des sociétés MRS, et un montant de 1,7 million \$ pour entreprendre l'intégration de la Fiducie AGF.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER	31 OCTOBRE	31 JANVIER
	2013	2012	2012
Revenu total	17 083 \$	15 726 \$	14 655 \$
Frais autres que d'intérêt	13 474	12 081	12 160
Résultat avant impôts sur le résultat	3 609	3 645	2 495
Impôts sur le résultat	928	953	620
Résultat net	2 681 \$	2 692 \$	1 875 \$
Ratio d'efficacité ^[1]	78,9 %	76,8 %	83,0 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

La contribution du secteur d'activité Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marché des capitaux au résultat net a augmenté, pour s'établir à 2,7 millions \$ au premier trimestre 2013, par rapport à 1,9 million \$ au premier trimestre 2012.

Le revenu total a augmenté de 17 %, pour atteindre 17,1 millions \$ au premier trimestre 2013, comparativement à 14,7 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2012. Au cours du premier trimestre 2013, le secteur d'activité a tiré parti des occasions de croissance sur les marchés de la souscription de titres à revenu fixe et d'actions, et ses activités de négociation et de courtage aux particuliers ont été avantagées par le fait que les conditions de marché étaient plus favorables qu'il y a un an. L'augmentation de 1,3 million \$ des frais autres que d'intérêt, qui se sont établis à 13,5 millions \$ au premier trimestre 2013, est principalement attribuable à la hausse de la rémunération liée à la performance, des commissions et des frais de transaction qui était conforme à celle des revenus tirés des marchés.

Autres

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER	31 OCTOBRE	31 JANVIER
	2013	2012	2012
Revenu net d'intérêt	(5 144) \$	(6 255) \$	(1 781) \$
Autres revenus	2 590	1 676	1 017
Revenu total	(2 554)	(4 579)	(764)
Frais autres que d'intérêt	5 928	7 262	5 762
Résultat avant impôts sur le résultat	(8 482)	(11 841)	(6 526)
Recouvrement d'impôts sur le résultat	(2 882)	(3 619)	(2 015)
Perte nette	(5 600) \$	(8 222) \$	(4 511) \$

Le secteur Autres a affiché une contribution négative de 5,6 millions \$ au résultat net pour le premier trimestre 2013, comparativement à une contribution négative de 4,5 millions \$ pour le premier trimestre 2012.

Le revenu net d'intérêt a diminué, pour s'établir à un montant négatif de 5,1 millions \$ au premier trimestre 2013, par rapport à un montant négatif de 1,8 million \$ au premier trimestre 2012, par suite principalement du niveau toujours élevé de liquidités à rendement plus faible et du positionnement sur le marché moins favorable qu'il y a un an. Les autres revenus ont augmenté de 2,6 millions \$ au premier trimestre 2013, comparativement à 1,0 million \$ au premier trimestre 2012, et se rapportent surtout aux profits réalisés lors de la vente de valeurs mobilières dans le cadre des activités de trésorerie.

Les frais autres que d'intérêt ont enregistré une légère hausse, pour atteindre 5,9 millions \$ au premier trimestre 2013, comparativement à 5,8 millions \$ en 2012. La hausse était largement attribuable à l'augmentation de la charge de rémunération fondée sur des actions, contrebalancée en partie par des ajustements favorables relativement au règlement de différends liés à des contrats de TI au premier trimestre 2013.

Données financières supplémentaires – Résultats trimestriels

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JUILLET 2012	30 AVRIL 2012	31 JANVIER 2012	31 OCTOBRE 2011	31 JUILLET 2011	30 AVRIL 2011
Revenu total	213 914 \$	210 396 \$	193 833 \$	198 670 \$	193 744 \$	182 422 \$	185 833 \$	183 237 \$
Résultat net	34 090 \$	45 685 \$	29 998 \$	33 863 \$	30 962 \$	26 709 \$	29 072 \$	31 016 \$
Résultat par action								
de base	1,12 \$	1,51 \$	1,06 \$	1,22 \$	1,16 \$	0,99 \$	1,09 \$	1,17 \$
dilué	1,12 \$	1,51 \$	1,06 \$	1,22 \$	1,16 \$	0,99 \$	1,08 \$	1,17 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ^[1]	10,3 %	14,2 %	10,1 %	12,0 %	11,5 %	9,9 %	11,2 %	12,7 %
Actif au bilan (en millions de dollars)	34 249 \$	34 937 \$	31 416 \$	30 708 \$	29 921 \$	28 963 \$	28 239 \$	27 896 \$
Résultats et mesures ajustées								
Résultat net ajusté ^[1]	40 418 \$	36 186 \$	35 253 \$	36 302 \$	32 919 \$	33 375 \$	29 072 \$	31 016 \$
Résultat dilué par action ajusté ^[1]	1,34 \$	1,17 \$	1,27 \$	1,31 \$	1,24 \$	1,26 \$	1,08 \$	1,17 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ^[1]	12,2 %	10,9 %	12,1 %	13,0 %	12,4 %	12,7 %	11,2 %	12,7 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

Méthodes comptables

Un sommaire des principales méthodes comptables auxquelles se conforme la Banque est présenté aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés annuels audités de 2012. Une analyse des méthodes et estimations comptables critiques qui portent sur les principaux montants comptabilisés dans les états financiers consolidés ou sur lesquels la direction doit porter un jugement figure aux pages 74 à 76 du rapport annuel 2012. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le premier trimestre 2013 ont été préparés conformément à ces méthodes comptables.

Modifications de méthodes comptables à venir

L'IASB a publié de nouvelles normes et des modifications des normes existantes sur les instruments financiers, la consolidation, l'évaluation de la juste valeur, les avantages du personnel, la compensation et la présentation des autres éléments du résultat global. Ces modifications de méthodes comptables à venir s'appliqueront pour la Banque à divers exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, au plus tôt. La Banque évalue en ce moment l'incidence de l'adoption de ces normes sur ses états financiers. La note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités contient des renseignements supplémentaires sur les nouvelles normes et les modifications des normes existantes.

Régie d'entreprise et modifications au contrôle interne à l'égard de l'information financière

En vertu de la législation canadienne sur les valeurs mobilières, la direction a limité la portée de l'évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information et a exclu les contrôles, les politiques et les procédures de la Fiducie AGF, acquise par la Banque le 1^{er} août 2012. Les résultats de la Fiducie AGF sont inclus dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Banque pour la période close le 31 janvier 2013. La Fiducie AGF représentait environ 10 % de l'actif total, 9 % du passif total, 9 % du revenu total et 16 % du résultat net total au 31 janvier 2013 et pour le trimestre clos à cette date.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, il n'y a eu aucune modification aux politiques, procédures et autres processus de la Banque relatifs au contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le conseil d'administration et le comité d'audit de la Banque Laurentienne ont examiné ce communiqué avant sa diffusion aujourd'hui.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La Banque utilise à la fois les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures financières non conformes aux PCGR afin d'évaluer sa performance. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La Banque considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de leur permettre de mieux apprécier ses résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de croissance. Les mesures financières de la Banque non conformes aux PCGR sont définies comme suit :

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires constitue une mesure de rentabilité calculée comme le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le cumul des autres éléments du résultat global.

Valeur comptable de l'action ordinaire

La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque est définie comme les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, à l'exclusion du cumul des autres éléments du résultat global, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

Marge nette d'intérêt

La marge nette d'intérêt est le ratio du revenu net d'intérêt sur l'actif total moyen, exprimé en pourcentage ou en points de base.

Ratio d'efficacité et levier d'exploitation

La Banque utilise le ratio d'efficacité comme mesure de la productivité et du contrôle des coûts. Ce ratio est défini comme les frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total. La Banque utilise également le levier d'exploitation comme mesure d'efficacité. Le levier d'exploitation est l'écart entre le taux de croissance du revenu total et celui des frais autres que d'intérêt.

Ratio du dividende versé

Le ratio du dividende versé est défini comme les dividendes déclarés par action ordinaire en pourcentage du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires.

Rendement de l'action

Le rendement de l'action est défini comme le quotient obtenu en divisant les dividendes par action ordinaire par le cours de clôture de l'action ordinaire.

Mesures ajustées selon les PCGR et non conformes aux PCGR

Certaines analyses présentées dans le présent document reposent sur les activités de base de la Banque et ne tiennent donc pas compte de l'effet de certains montants désignés comme étant des éléments d'ajustement, qui sont présentés dans le tableau qui figure à la rubrique « Éléments d'ajustement ».

La majorité des éléments d'ajustement ont trait aux profits et aux dépenses découlant des acquisitions. Le profit d'acquisition et l'amortissement connexe de la prime nette sur les instruments financiers acquis sont considérés comme des éléments d'ajustement puisque la direction considère qu'ils représentent des ajustements importants sans effet de trésorerie et qu'ils ne sont pas récurrents. Les frais liés aux transactions et d'intégration relatifs aux sociétés MRS et à la Fiducie AGF ont été désignés comme étant des éléments d'ajustement en raison de l'importance des montants et du fait que certains de ces frais ont été engagés dans le but de générer des avantages au cours de périodes futures.

À propos de la Banque Laurentienne

La Banque Laurentienne du Canada est une institution bancaire pancanadienne. Elle gère un actif au bilan de plus de 34 milliards \$, de même que des actifs administrés de plus de 36 milliards \$. Fondée en 1846, la Banque Laurentienne a figuré en 2012 parmi les dix lauréats du programme Promoteurs de passion du Canada en reconnaissance du succès continu que la Banque connaît grâce à la promotion de la passion de ses employés. La Banque emploie plus de 4 200 personnes.

Reconnue pour l'excellence de son service, sa proximité et sa simplicité, la Banque Laurentienne sert plus d'un million de clients dans des segments de marché où elle se positionne avantageusement. En plus d'occuper une place de choix auprès des consommateurs québécois avec le troisième plus important réseau de succursales, elle s'est bâti une solide réputation à l'échelle du Canada en matière de financement immobilier et commercial, grâce à ses équipes réparties dans plus de 35 bureaux en Ontario, au Québec, en Alberta et en Colombie-Britannique. Sa filiale B2B Banque est quant à elle un leader canadien dans la fourniture de produits bancaires, ainsi que de services et de comptes d'investissement aux conseillers financiers et aux courtiers, tandis que l'expertise et l'efficacité des services de courtage de Valeurs mobilières Banque Laurentienne sont largement reconnues à la grandeur du pays.

Conférence téléphonique

La Banque Laurentienne du Canada invite les représentants des médias et le public à se joindre aux analystes financiers pour la conférence téléphonique qui se tiendra à 14 h, heure de l'Est, le mercredi 6 mars 2013. Un numéro de téléphone sans frais — 416 695-7806 ou 1 888 789-9572, code 5680517# — permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement.

L'enregistrement de cette conférence téléphonique sera disponible en différé le mercredi 6 mars 2013, à compter de 18 h, jusqu'à 23 h 59, le 6 avril 2013, au numéro 905 694-9451, ou 1 800 408-3053, code 3255829#. Les personnes intéressées peuvent également écouter cette conférence sur le site Internet de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca, à la section Relations avec les investisseurs. Ce site fournit également de l'information financière additionnelle.

Chef de la direction financière : Michel C. Lauzon, 514 284-4500, poste 7997

Relations médias et Relations avec les investisseurs : Gladys Caron, 514 284-4500, poste 7511; cell. : 514 893-3963

États financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 janvier 2013, y compris les notes des états financiers consolidés, sont également disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca.

Bilan consolidé

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 JANVIER 2013	AU 31 OCTOBRE 2012	AU 31 JANVIER 2012
ACTIF			
Trésorerie et dépôts non productifs			
d'intérêts auprès d'autres banques	87 821 \$	90 860 \$	85 426 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	282 968	480 183	537 281
Valeurs mobilières			
Disponibles à la vente	2 280 867	2 822 588	1 998 154
Détenues jusqu'à l'échéance	862 588	1 446 751	1 058 491
Détenues à des fins de transaction	2 130 644	1 873 622	2 135 846
	5 274 099	6 142 961	5 192 491
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	917 007	631 202	639 604
Prêts			
Personnels	7 654 648	7 806 067	6 064 020
Hypothécaires résidentiels	14 374 220	14 169 095	12 124 453
Hypothécaires commerciaux	2 423 742	2 443 634	2 435 219
Commerciaux et autres	2 183 805	2 150 953	1 994 040
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	210 243	211 130	206 253
	26 846 658	26 780 879	22 823 985
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(118 921)	(117 542)	(142 303)
	26 727 737	26 663 337	22 681 682
Autres			
Dérivés	131 470	167 643	229 247
Immobilisations corporelles	72 556	71 871	63 957
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	159 307	159 973	136 534
Goodwill	64 077	64 077	64 077
Actif d'impôt différé	15 353	4 751	2 724
Autres actifs	516 295	459 968	288 213
	959 058	928 283	784 752
	34 248 690 \$	34 936 826 \$	29 921 236 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Dépôts			
Personnels	19 474 971 \$	19 369 310 \$	16 254 742 \$
Entreprises, banques et autres	4 292 522	4 672 133	4 446 545
	23 767 493	24 041 443	20 701 287
Autres			
Engagements au titre des valeurs vendues à découvert	1 714 803	1 349 932	1 349 022
Engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat	291 775	244 039	360 622
Acceptations	210 243	211 130	206 253
Dérivés	92 926	100 867	141 754
Passif d'impôt différé	24 922	16 128	1 984
Autres passifs	904 201	951 467	892 795
	3 238 870	2 873 563	2 952 430
Dette liée aux activités de titrisation	5 244 311	6 037 097	4 798 554
Dette subordonnée	443 978	443 594	242 987
Capitaux propres			
Actions privilégiées	303 078	303 249	205 527
Actions ordinaires	434 312	428 526	252 601
Réserve pour paiements fondés sur des actions	136	227	227
Résultats non distribués	792 669	774 899	711 401
Cumul des autres éléments du résultat global	23 843	34 228	56 222
	1 554 038	1 541 129	1 225 978
	34 248 690 \$	34 936 826 \$	29 921 236 \$

État du résultat consolidé

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JANVIER 2012
En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)			
Revenu d'intérêt			
Prêts	276 870 \$	280 762 \$	245 083 \$
Valeurs mobilières	17 128	17 250	18 891
Dépôts auprès d'autres banques	914	1 544	1 024
Autres, incluant les dérivés	13 453	14 529	15 697
	308 365	314 085	280 695
Frais d'intérêt			
Dépôts	121 423	124 926	107 673
Dettes liées aux activités de titrisation	40 225	43 809	39 672
Dettes subordonnées	4 024	2 654	2 403
Autres, incluant les dérivés	349	285	318
	166 021	171 674	150 066
Revenu net d'intérêt	142 344	142 411	130 629
Autres revenus			
Frais et commissions sur prêts et dépôts	31 330	30 263	28 511
Revenus tirés des activités de courtage	16 522	14 386	13 549
Revenus tirés des comptes d'investissement	7 858	7 440	6 801
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement	5 140	4 731	4 329
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	5 341	4 563	4 714
Revenus d'assurance crédit	3 395	4 415	3 770
Autres revenus	1 984	2 187	1 441
	71 570	67 985	63 115
Revenu total	213 914	210 396	193 744
Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	(1 056)	23 795	-
Provisions pour pertes sur prêts	8 000	8 000	10 000
Frais autres que d'intérêt			
Salaires et avantages du personnel	89 380	87 112	77 032
Frais d'occupation de locaux et technologie	38 881	39 111	37 166
Autres	25 496	30 324	26 162
Frais liés aux regroupements d'entreprises et autres	7 557	8 830	2 660
	161 314	165 377	143 020
Résultat avant impôts sur le résultat	43 544	60 814	40 724
Impôts sur le résultat	9 454	15 129	9 762
Résultat net	34 090 \$	45 685 \$	30 962 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	2 533	3 273	3 166
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	31 557 \$	42 412 \$	27 796 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)			
de base	28 169	28 118	23 925
dilué	28 182	28 135	23 943
Résultat par action			
de base	1,12 \$	1,51 \$	1,16 \$
dilué	1,12 \$	1,51 \$	1,16 \$
Dividendes déclarés par action			
Actions ordinaires	0,49 \$	0,47 \$	0,45 \$
Actions privilégiées - série 9	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$
Actions privilégiées - série 10	0,33 \$	0,33 \$	0,33 \$
Actions privilégiées - série 11	0,16 \$	- \$	s. o.

État du résultat global consolidé

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 JANVIER 2013	31 OCTOBRE 2012	31 JANVIER 2012
Résultat net	34 090 \$	45 685 \$	30 962 \$
Autres éléments du résultat global, nets d'impôts			
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés à l'état du résultat			
Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	1 116	307	(1 483)
Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(1 458)	(831)	(321)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(10 043)	(3 577)	(7 564)
	(10 385)	(4 101)	(9 368)
Résultat global	23 705 \$	41 584 \$	21 594 \$

État de la variation des capitaux propres consolidé

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 JANVIER 2013

En milliers de dollars canadiens (non audité)	ACTIONS PRIVILÉGIÉES	ACTIONS ORDINAIRES	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	RÉSERVES POUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL			RÉSERVE POUR PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
				VALEURS MOBILIÈRES DISPONIBLES À LA VENTE	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TOTAL		
Solde au 31 octobre 2012	303 249 \$	428 526 \$	774 899 \$	12 201 \$	22 027 \$	34 228 \$	227 \$	1 541 129 \$
Résultat net			34 090					34 090
Autres éléments du résultat global (nets d'impôts)								
Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				1 116		1 116		1 116
Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(1 458)		(1 458)		(1 458)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie					(10 043)	(10 043)		(10 043)
Résultat global			34 090	(342)	(10 043)	(10 385)		23 705
Émission d'actions	(171)	5 786					(91)	5 524
Dividendes								
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(2 533)					(2 533)
Actions ordinaires			(13 787)					(13 787)
Solde au 31 janvier 2013	303 078 \$	434 312 \$	792 669 \$	11 859 \$	11 984 \$	23 843 \$	136 \$	1 554 038 \$

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 JANVIER 2012

En milliers de dollars canadiens (non audité)	ACTIONS PRIVILÉGIÉES	ACTIONS ORDINAIRES	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	RÉSERVES POUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL			RÉSERVE POUR PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
				VALEURS MOBILIÈRES DISPONIBLES À LA VENTE	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TOTAL		
Solde au 31 octobre 2011	205 527 \$	252 601 \$	694 371 \$	22 216 \$	43 374 \$	65 590 \$	227 \$	1 218 316 \$
Résultat net			30 962					30 962
Autres éléments du résultat global (nets d'impôts)								
Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(1 483)		(1 483)		(1 483)
Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(321)		(321)		(321)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie					(7 564)	(7 564)		(7 564)
Résultat global			30 962	(1 804)	(7 564)	(9 368)		21 594
Dividendes								
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(3 166)					(3 166)
Actions ordinaires			(10 766)					(10 766)
Solde au 31 janvier 2012	205 527 \$	252 601 \$	711 401 \$	20 412 \$	35 810 \$	56 222 \$	227 \$	1 225 978 \$